



# FORMULAIRE TYPE ASSEMBLÉE DES DÉLÉGUÉ·ES DE LA JS SUISSE LE 17 NOVEMBRE 2024

## À REMPLIR PAR LE(S) DÉPOSITAIRE(S)

DÉPOSITAIRE(S)	Comité directeur		
<input checked="" type="checkbox"/> RÉSOLUTION <input type="checkbox"/> PROPOSITION À L'AD <input type="checkbox"/> AMENDEMENT AUX STATUTS <input type="checkbox"/> AMENDEMENT AU GUIDE DE RÉDACTION ÉPICÈNE <input type="checkbox"/> AMENDEMENT AU BUDGET <input type="checkbox"/> AUTRES (à spécifier) : _____			
TITRE	Combattre enfin la crise climatique !	N°	R1
		(à remplir par le Comité directeur)	
DÉVELOPPEMENT	<p>Depuis des décennies, les scientifiques, la gauche et les acteurs de la société civile mettent en garde contre la crise climatique et s'engagent à la combattre. Pendant ce temps, des majorités politiques de droite, soutenues par le capital fossile, défendent le statu quo en la matière. Les compromis obtenus jusqu'à présent en matière de politique climatique sont loin d'être suffisants. En Suisse, la protection du climat n'est toujours souhaitée que si elle sert les intérêts économiques des capitalistes ou si elle permet aux riches de se distinguer des classes laborieuses par une consommation verte.</p> <p><b>La Suisse a été condamnée</b></p> <p>Début avril 2024, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a confirmé, par son arrêt en faveur des <i>Aînés pour le climat Suisse</i>, que la politique climatique actuelle de la Suisse constituait une menace sérieuse pour la santé et la vie privée et familiale (art. 8 CEDH). La réaction immédiate des bourgeois à ce jugement a été une attaque directe contre l'État de droit libéral. Le fait que Daniel Jositsch s'érige en fer de lance de cette révolte dans la NZZ<sup>1</sup> est honteux. Le Conseil fédéral prétend maintenant que la Suisse applique déjà le jugement avec la loi sur le CO2 édulcorée par le Parlement bourgeois. La Jeunesse socialiste suisse condamne cette attaque contre notre avenir et les droits humains européens.</p>		

<sup>1</sup> Vonplon, D., & Gerny, D. (2024, April 17). SP-Ständerat Jositsch: Schweiz muss sich gegen Klima-Urteil wehren. *Neue Zürcher Zeitung*. <https://www.nzz.ch/schweiz/daniel-jositsch-zum-klima-urteil-die-schweiz-muss-im-europarat-klar-machen-dass-es-so-nicht-geht-ld.1826596>



## La dernière possibilité

Au niveau international, la situation n'est pas meilleure. Le rapport Emissions Gap Report 2024<sup>2</sup> du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) montre l'échec dramatique de la politique climatique mondiale. Les promesses et les lois des États sont actuellement si insuffisantes que le monde se dirige vers une augmentation de la température de 2,6 à 3,1°C au cours de ce siècle. Klaus Wiegandt décrit dans son livre<sup>3</sup> ce que cela signifie : on en arriverait à une radicalisation à peine imaginable des phénomènes météorologiques, avec des dommages qui dépasseraient chaque année 10 % du produit national mondial. De vastes régions du monde deviendraient inhabitables et des millions de personnes seraient contraintes de fuir.

C'est peut-être notre dernière chance d'empêcher cet avenir. Selon l'Emissions Gap Report, une trajectoire de 1,5°C est encore techniquement possible avec un durcissement radical de la politique climatique. Mais pour cela, il faut des objectifs de protection du climat plus conséquents, une multiplication par six des investissements dans la protection du climat, une coopération internationale renforcée et une réforme de l'architecture financière mondiale.

Les mois et les années à venir seront donc décisifs pour l'avenir de l'humanité ! C'est pourquoi nous avons besoin dès maintenant d'une politique climatique sociale qui s'attaque sans ménagement aux privilèges des super-riches et du capital fossile et qui permette ainsi une réduction rapide des gaz à effet de serre en Suisse et à l'étranger. Pour cela, nous exigeons :

- **Interdire le luxe de manière équitable au lieu de reporter les coûts sur tout le monde** : Oxfam montre dans un rapport récent<sup>4</sup> que les super-riches sont l'un des principaux moteurs de la crise climatique. C'est pourquoi il faut interdire les jets privés, les super yachts, les SUV et les voyages fréquents.
- **Les pollueurs doivent payer** : Avec l'initiative pour l'avenir, nous demandons aux plus grands profiteurs de notre système capitaliste de passer à la caisse. La politique climatique doit enfin faire passer le capital fossile à la caisse et financer ainsi une transformation socialement juste. Pour cela, il faut prélever des impôts correspondants, ciblés et socialement équitables.
- **Une politique industrielle écologique plutôt que des droits de douane nuisibles au climat** : la Suisse a enfin besoin d'une politique industrielle écologique. Ainsi, l'aciérie de Gerlafingen<sup>5</sup> doit être maintenue en tant qu'entreprise industrielle importante pour la transformation écologique de la Suisse. Il faut renoncer aux droits de douane punitifs qui renchérissent les technologies plus respectueuses du climat et freinent ainsi la lutte contre la crise climatique.
- **Ticket climatique pour la Suisse** : afin d'accélérer le tournant en matière de mobilité, un ticket climatique doit être introduit selon le modèle autrichien. Pour les pendulaires, le prix de ce ticket doit être nettement plus avantageux que celui des trajets en voiture. Les enfants, les jeunes et les étudiants doivent pouvoir utiliser gratuitement les transports publics.
- **Une place financière et un marché des matières premières neutres pour le climat** : au lieu de sauver les grandes banques et les bonus de leurs dirigeants, la politique doit s'engager par des lois ambitieuses pour une place financière et un marché des matières premières neutres pour le climat.
- **Soutenir l'adaptation climatique mondiale au lieu de réduire la coopération au développement** : la réduction de la coopération internationale au développement proposée par le Département des finances doit être clairement rejetée ; la Suisse doit au contraire participer financièrement et activement à l'adaptation climatique dans le Sud mondial.
- **Une diplomatie climatique sérieuse pour l'objectif de 1,5°C** : la diplomatie suisse doit s'engager pour un avenir respectueux du climat. La Suisse doit faire de la lutte contre la crise climatique une priorité diplomatique et s'engager en conséquence pour une transformation socio-écologique.



